

Archives départementales du Morbihan

Intendance de Bretagne

1703-1790

Répertoire numérique détaillé de la sous-série 1 C

1 C 1-8

Auteur inconnu

(revu et augmenté par Cécile Roger, stagiaire de l'Institut national du patrimoine,
et Maud Sallansonnet,

sous la direction de Madeline Hautefeuille)

Vannes

? ; 2010

Identification

Référence de l'inventaire	FRAD056_00000001C
Intitulé	Intendance de Bretagne
Cotes extrêmes	1 C 1-8
Cotes anciennes	1 C 1-8 ; C 2, 58, 5003-5005p, 5007p ; 16 C 12
Dates extrêmes	1703-1790
Niveau de description	Fonds
Importance matérielle	8 articles (5 cartons) ; 0,5 m.l.

Contexte

Présentation du producteur

APPARITION DE L'INTENDANCE DE BRETAGNE

Après les envois éphémères de commissaires extraordinaires tout au long du XVII^e siècle, un véritable intendant, « commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté en Bretagne », est institué en 1689, en la personne d'Auguste-Robert de Pommereu, homme d'expérience âgé de 62 ans, qui a déjà eu l'occasion d'exercer au cours d'une carrière variée des fonctions similaires dans d'autres provinces, en Bourbonnais, Berry puis Auvergne (Fréville, *L'Intendance de Bretagne...*, t. 1 p. 48). La Bretagne est ainsi la dernière province à recevoir un intendant, à un moment où le début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg fait ressurgir les questions de la sécurité des côtes et des ressources financières. Cette institution bénéficie alors d'un modèle déjà bien établi ailleurs, et d'une organisation complexe dès l'origine.

ATTRIBUTIONS DE L'INTENDANT

Les attributions de l'intendant, parfois partagées avec les États de Bretagne ou disputées à ceux-ci, en particulier en matière d'imposition, sont assez variées et croissent rapidement au début du XVIII^e siècle. En effet, depuis le début du règne personnel de Louis XIV, les intendants possèdent un droit de contrôle sur les communautés de ville, et en particulier sur leur comptabilité et les travaux publics qu'elles engagent. L'intendant est chargé de contrôler l'administration des Domaines. Ses attributions militaires sont très importantes : levée de la milice, gestion des gardes-côtes – mission fondamentale dans une province dotée de larges frontières côtières - ; l'administration des invalides et le transport des soldats sont également de son ressort et occupent une part non négligeable des archives qui sont conservées aux Archives départementales du Morbihan. En matière de police, l'intendant s'occupe de la maréchaussée, des dépôts de mendicité, de la santé publique et de la salubrité. Les grands chemins, les ponts-et-chaussées constituent des compétences partagées avec les États de Bretagne. L'intendant a la capacité de rendre justice et traite en particulier le contentieux en matière d'imposition. Dans le minuscule fonds qui provient de l'intendance de Bretagne aux Archives départementales du Morbihan, ces dossiers représentent une partie considérable, qui correspond à des affaires courantes au moment de la Révolution.

L'intendant a un pouvoir réglementaire pour exécuter les ordres du roi. Ainsi, il rend des ordonnances, qui en permettent l'application pratique dans le cadre de la province. Mais les Archives départementales du Morbihan n'en conservent que des fragments retrouvés de manière fortuite. Il faut donc se reporter au fonds de l'intendance aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.

LISTE DES INTENDANTS DE BRETAGNE

Les intendants qui se sont succédés en Bretagne sont :

Pommereu (1689-1692)
Béchameil de Nointel (1692-1703)
Ferrand (1703-1716)
Feydeau de Brou (1716-1729)
Des Gallois de La Tour (1729-1734)
Camus Pontcarré de Viarme (1734-1753)
Lebret (1753-1765)
de Flesselles (1765-1767)
d'Agay (1767-1771)
Dupleix de Bacquemont (1771-1775)
Caze de La Bove (1775-1783)
Lefèvre de Caumartin de Saint-Ange (1783-1785)
de Bertrand de Molleville (1785-1788)
Dufaure de Rochefort (1788-1791)

ORGANISATION DES BUREAUX

Outre un subdélégué général à Rennes, qui occupe des fonctions fondamentales dans l'administration de l'intendance, et peut se substituer à lui au besoin, l'intendant dispose d'un nombre variable de subdélégués répartis sur le territoire breton. « De 1689 à 1715, les bureaux de l'Intendance n'avaient pas, semble-t-il, été considérables : l'intendant paraît n'avoir eu encore à son service en 1709 qu'un secrétaire et deux commis » (Fréville, « Notes... », p. 128).

Mais la polysynodie, les prétentions renaissantes du parlement et des états, ainsi que la crise financière, font croître l'activité et la correspondance de l'intendant. Finalement, d'après la correspondance de Feydeau de Brou, les bureaux de l'intendance comprennent désormais un subdélégué général « extraprovinciale », un premier secrétaire, des secrétaires et commis. Attachés à l'intendance, un puis deux subdélégués pour Rennes, pouvaient être chargés, outre leurs missions ordinaires, de missions particulières et de confiance (Fréville, « Notes... », p. 129). Sous l'intendance de Caze de La Bove, les bureaux comprennent un subdélégué général, un secrétaire de cabinet, un bureau de la guerre avec un premier secrétaire également secrétaire général, six secrétaires et commis, ainsi qu'un bureau de la finance, communautés et grands chemins avec un premier secrétaire, quatre secrétaires et un commis, deux subdélégués attachés à l'intendance, un suisse, un garçon, des hocquetons et une porteuse de courrier (Fréville, « Notes... », p. 143). Il faut souligner la longévité exceptionnelle de certains subdélégués généraux, tels Védier, de 1733 à 1753, ou Claude Pétiet, subdélégué général à partir de 1775 et jusqu'à la suppression de l'intendance, après avoir occupé des fonctions moins importantes au sein de l'intendance.

Historique de conservation

Compte tenu des réticences extrêmes des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine à voir le fonds de l'intendance de Bretagne dépecé et réparti entre les cinq départements de l'ancienne province, les dossiers de cette provenance aux Archives départementales du Morbihan sont très peu nombreux. Leur transmission doit s'être faite à la Révolution, lorsque des commissaires des directoires de chaque département ont été envoyés au dépôt commun d'archives à Rennes pour y récupérer les dossiers intéressant leur administration. Toutes les réclamations faites postérieurement à 1791 ont reçu une fin de non-recevoir de la part des archivistes d'Ille-et-Vilaine. Cela explique la période couverte par le fonds des Archives départementales du Morbihan, restreinte la plupart du temps à la deuxième moitié du XVIII^e siècle, majoritairement à partir de l'exercice de Dupleix.

Cette situation est semblable dans les autres départements bretons, mise à part la Loire-Atlantique qui avait davantage de pouvoir de négociation avec le charrier des ducs de Bretagne convoité par l'Ille-et-Vilaine. Il est donc indispensable pour toute recherche de se reporter au très important fonds de l'intendance de Bretagne conservé aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.

Contenu et structure

Présentation du contenu

Les documents de cette sous-série ont été distraits du fonds de l'intendance, d'où la présence d'originaux de lettres envoyées par les subdélégués à l'intendant. Les premières liasses ont trait aux réclamations concernant les droits de contrôle, aux affaires militaires – fortifications de Belle-Île, Port-Louis, Lorient et Concarneau –, aux bacs, aux imprimeurs, etc. Suivent les dossiers résultant de la tutelle de l'intendant sur les communautés de ville, classées dans l'ordre alphabétique des paroisses.

Mode de classement

En 2009, le répertoire a été repris afin de donner plus de détails dans l'analyse des articles. Par la suite, d'autres articles de la série C ont été ajoutés aux documents déjà classés. Une table de concordance se trouve en fin de répertoire.

Conditions d'accès et d'utilisation

Modalités d'accès

Librement communicable sous réserve de l'état matériel des documents.

Présentation de l'I.R.

Répertoire numérique de la sous-série 1 C (Intendance), dactylogr., 1p.

Sources complémentaires

Sources internes

Série C :
2 C : archives des subdélégations (paroisses de l'actuel département du Morbihan).
21 C : archives du bureau diocésain de Vannes de la commission intermédiaire des États de Bretagne.

Sources externes

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine :
fonds de l'Intendance de Bretagne, série C.

Archives nationales : au contrôle général des finances, les correspondances avec les intendants (G⁷177-212) ; administration provinciale et locale (H¹218-562), provinces (K).

Bibliographie

BERENGER (Jean) et MEYER (Jean), *La Bretagne à la fin du XVII^e siècle d'après le mémoire de Béchameil de Nointel*, Paris, Klincksieck, 1976.
Bretagne XVIII^e siècle, États ou Intendance ?. Catalogue d'exposition des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, Rennes, 1979.
CANAL (Séverin), *Les Origines de l'intendance de Bretagne*, Paris, Honoré Champion, 1911.
FREVILLE (Henri), *L'Intendance de Bretagne (1689-1790). Essai sur l'histoire d'une intendance en Pays d'États au XVIII^e siècle*, Rennes, Plihon, 1953, 3 vol.
KERHERVE (Jean), ROUDAUT (François) et TANGUY (Jean), *La Bretagne en 1665 d'après le rapport de Colbert de Croissy*, coll. « Cahier de Bretagne occidentale », n° 2, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 1978.
LEMAITRE (Alain-Jacques), *La Misère dans l'abondance en Bretagne au XVIII^e siècle. Mémoire de l'intendant Jean-Baptiste des Gallois de La Tour (1733)*, coll.

« Archives historiques de Bretagne », n° 6, Rennes, Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne ; Bannalec, Imprimerie régionale, 1999 [XII U 169].
RICOMMARD (J.), « Les Subdélégués en titre d'office et leurs greffiers dans l'Intendance de Bretagne (1704-1715) », in *Annales de Bretagne*, t. 67, 1960, p. 255-308 ; 68, 1961, p. 437-472 ; 69, 1962, p. 305-341.

Contrôle de la description

Notes de l'archiviste

Rédacteur de la description

Inconnu ; revue et augmentée par Cécile Roger, stagiaire de l'Institut national du patrimoine, durant l'été 2010.

Date de création de la description

? ; 2010

Date de dernière modification de la description

Juillet 2016

Indexation

Matières (th)

Intendance de Bretagne (France)

- 1 C 1** Domaine et contrôle (1774-1789). Imposition, vingtième : formulaires vierges de déclarations de revenus (s. d. [1749-1755], règlements pour la levée du vingtième [de l'année 1755 ?] (1755), et d'une année indéterminée [fragment] (s. d. [1749-1755])¹. Justice : fragment de circulaire concernant les états d'écrous (1787)².
1755-1789
- 1 C 2** Affaires militaires. – Passage de Port-Louis à Lorient (1781-1790). Traitement du sieur Caradec, aumônier de la citadelle de Belle-Île (1779). Pensions militaires à Auray (1760-1790). Fortifications de Belle-Île (1760-1790). Fortifications de Port-Louis, Lorient et Concarneau (1717-1790). Invalides : règlement du 28 novembre 1758 adressé aux intendants et vidimé par celui de Bretagne (1758 [impr.]). Hôpitaux : circulaire du maréchal de Ségur, secrétaire d'État à la guerre, adressée à l'intendant de Bretagne (1785, 30 juillet [impr.]). Milice et gardes-côtes (1707-1756)³.
1707-1790
- 1 C 3** Bacs : arrêt du Conseil d'État « portant règlement et tarif des droits de bac sur la rivière de Scorff au pont de Saint-Christophe près Lorient » (1742 [impr.]), arrêts nommant les adjudicataires des bacs à Arzal, Béganne, Caudan, Glénac, Inzinzac, Péaule, Peillac, Pénestin, Saint-Marcel, Saint-Martin, Saint-Perreux et Saint-Vincent (1775-1776 [impr.]), formulaire vierge d'acte de cautionnement pour la régie des droits réunis (s. d. [ap. 1759]).
1742-1776
- 1 C 4** Arrêt du Conseil d'État du 2 mai 1759 fixant le nombre d'imprimeurs par ville en Bretagne (1759 [impr.]). Lettres patentes du 2 décembre 1786 fixant les limites entre les amirautés de Vannes et de Lorient (1786 [impr.]). Affiche ordonnant d'exécuter l'édit « portant création des offices de contrôleurs des registres et des extraits de baptêmes, mariages et sépultures dans toutes les villes du royaume où il ya bailliage, sénéchaussée, viguerie, duché, paierie et autres juridictions royales » de juin 1705, et l'arrêt du Conseil d'État du 25 juin 1705 « qui commet M. Estienne Baligny pour l'exécution de l'édit » qui précède et la gestion de la vente desdits offices (1705, 26 septembre [impr.])⁴.
1705-1786
- 1 C 5-8** Contrôle de l'Intendance sur les paroisses et communautés de villes.
1703-1790

De nombreuses pochettes utilisées pour réunir les documents sont des documents fragmentaires concernant les États, et se rapportant notamment à l'impôt.

- 1 C 5** Ambon (1740-1741). Arradon (1788-1790). Auray (1740-1787). Belle-Île (1735-1767). Hennebont (1703-1789). Josselin (1754-1789). Côtes-d'Armor (1783).
1703-1790

Ambon, adjudication et inféodation de terrains (1740-1741). Arradon, réparation à l'église paroissiale⁵ (1788-1790). Auray, règlement de la communauté de ville (1740 [impr.]) ; construction de l'hôtel de ville (1776-1786) ; réparations aux horloges d'Auray et Saint-Goustan (1787) ; pavage de la rue du Sablest (1787). Belle-Île, reconstruction d'un moulin (1735) ; afféagement de pièces de terre pour soulager les pauvres (1767 [impr.]). Hennebont, créance réclamée à la communauté de ville par Mme Gouyon de Boisfeillet, veuve de Robien (1703-1743) ; ouverture d'une nouvelle rue (1784-1789) ; pavages (1779-1789) ; construction d'un quai et d'une cale (1787). Josselin, suspension et nomination du maire (1754-1755) ; reconstruction du pont Saint-Nicolas (1788-1789) ;

¹ Les règlements pour la levée du vingtième sont d'anciennes affiches ayant servi de chemises, au registre paroissial de baptêmes de Gourhel des années 1747-1755 pour le règlement de 1755, et au registre de BM de Landévant de 1751 pour l'autre.

² La pièce concernant les états d'écrou, trouvée aux côtés des documents de cette liasse, a été maintenue avec eux quoique son rattachement à l'Intendance soit incertain.

³ Un grand nombre de documents concernant les milices sont des documents imprimés, parfois incomplets, ayant servi de pochettes pour des documents d'état-civil. Ils sont souvent en mauvais état.

⁴ L'affiche pour les officiers d'état civil présente les tarifs et droits à percevoir pour la vérification des actes d'état civil.

⁵ Documents qui ressemblent aux documents sur les fortifications de Belle-Île conservés dans le 1 C 2.

frais de députation aux États Généraux du maire (1788-1789). Côtes-d'Armor : lettre de M. d'Ormesson à M. Caze de La Bove concernant l'église de Ploumagoar et le presbytère de Loguivi-lès-Lannion (1783, 22 septembre).

1 C 6

La Roche-Bernard.

1761-1788

Règlement pour la communauté de ville (1769-1772) ; nomination d'un maire (1766-1775) ; exclusion de M. Levesque Du Rostu, faillitaire, de la communauté de ville (1777) ; frais de députation (1769-1775) ; nomination du receveur de la capitation (1769) ; nomination d'un greffier (1772-1777) ; habillement de l'archer et du tambour de ville (1771), gratification au héraut et tambour de ville (1775) ; dépenses pour le passage de personnalités (1762-1777), pour la célébration de la paix (1763), pour la mort de Louis XV et l'avènement de Louis XVI (1774-1775) ; demande de cours d'accouchement pour les sages-femmes (1788) ; droit d'octroi sur les vins, cidre et bières (1765-1777) ; droit de l'abatteur du papegaut (1776) ; réparations à l'horloge, aux fontaines et douets (1766-1770), pavage pour accéder aux fontaines (1768-1770), réparation à l'horloge (1775-1777), gratification accordée à l'horloger (1775) ; entretien du puits (1770-1774) ; travaux aux banlieues (1761-1772) ; exportation de grains (1765 [impr.]) ; magasins et quai sur le port (1775).

1 C 7

Lorient (1736-1789). Malestroit (1740-1790). Ploërmel (ca 1730-1752). Ille-et-Vilaine (1756).

1740-1790

Lorient, concession de terrains (1769-1787) ; franchise du port (1764 [impr.]) ; affaire contre la princesse de Guéméné (1754-1755) ; salle de spectacles (1787) ; reconstruction de l'église de la paroisse Saint-Louis (1786-1790) ; ouverture d'une nouvelle rue (1746) ; ouvrages de terrassement et de pavés (1783-1789) ; alignements de rues (1777-1786). Malestroit, règlement de municipalité (1782) ; suppression du droit de péage prétendu par le comte de Lannion dans la seigneurie de Malestroit (1751) ; règlement concernant les baux et adjudications des biens patrimoniaux et des ouvrages publics des villes et communautés de Bretagne (1785) ; établissement du plan de la ville (1779) ; écluses (1740-1790). Ploërmel, « Affaire [de la dette] de la communauté » (s. d. [ap. 1730]) ; murs de la ville (1752). Ille-et-Vilaine, péage de Montauban (1756)⁶.

1 C 8

Pontivy (1741-1789)⁷. Port-Louis (1773-1783). Rhuys et Sarzeau (1786-1790). Sérént (1778-1790). Vannes (1728-1789). Côtes-d'Armor (s. d. [ca 1777]).

1728-1790

Pontivy, offices municipaux (1746-1774) ; adjudication du pavage de la banlieue (1751-1742) ; cimetière (1776-1788) ; traversée de la ville (1786-1789). Port-Louis, présence aux assemblées de la communauté de ville (1773) ; octroi (1763 [impr.]) ; pavés (s. d. [ca 1778]) ; quai (1783). Rhuys et Sarzeau, octroi (1788-1790) ; travaux sur divers ouvrages publics tels lavoir, école, fontaine..., et autres dépenses (1786-1789). Sérént, droit de guet (1778-1790). Vannes, autorisations pour les négociants vannetais de commercer avec les îles et colonies françaises (1728-1740 [impr.]) ; plan d'embellissement de la ville et alignements (1740-1788) ; revenus de la ville de Vannes⁸ (1763) ; remplacement de l'architecte de la ville, convalescent (1763) ; travaux aux port et quais (1787-1788) ; travaux aux banlieues (1788-1789) ; emprunt de 100 000 livres (1789). Côtes-d'Armor, pavés à Lannion (s. d. [ca 1777])⁹.

⁶ La pièce concernant le péage de Montauban se trouvait dans le dossier concernant Lorient.

⁷ Le dossier de Pontivy était classé dans deux cartons différents. Ce qui concerne le pavage et les offices municipaux se trouvait dans le carton 1 C 7 – cela correspondait au dossier identifié « Pontivy » ; ce qui concerne le cimetière et la traversée de la ville se trouvait cependant dans le carton 1 C 8, non indiqué dans le répertoire. Les deux sous-dossiers ont donc été réunis sous l'article coté 1 C 8.

⁸ La lettre concernant les revenus de la ville provient de l'ancien dossier coté 16 C 12.

⁹ La pièce se trouvait dans le dossier des « pavés » de Port-Louis.

Index

- Ambon (Morbihan, France) : 5*
 Amiraute de Lorient : 4
 Amiraute de Vannes : 4
 archer de ville : 6
 armée : 2
Arradon (Morbihan, France) : 5
Arradon, église paroissiale d' (Morbihan, France) : 5
 arrêt du Conseil d'État : 3-4
Arzal (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
 aumônier : 2
Auray (Morbihan, France) : 2, 5
Auray, horloge (Morbihan, France) : 5
Auray, hôtel de ville d' (Morbihan, France) : 5
 bac : 3
 banlieue : 6
Béganne (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Belle-Île (Morbihan, France ; île) : 2, 5
Belle-Île, citadelle de (Morbihan, France) : 2
 CARADEC (aumônier de la citadelle de Belle-Île) : 2
Caudan (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
 CAZE, Gaspard-Louis (baron de La Bove ; intendant de Bretagne, 1774-1784) : voir La Bove, Gaspard-Louis
 Caze (baron de ; intendant de Bretagne, 1774-1784)
 céréales : 6
 Communauté de ville d'Auray (Morbihan, France) : 5
 Communauté de ville d'Hennebont (Morbihan, France) : 5
 Communauté de ville de Josselin (Morbihan, France) : 5
 Communauté de ville de La Roche-Bernard (Morbihan, France) : 6
Concarneau (Finistère, France) : 2
 Conseil d'État : 3-4
 DU ROSTU, M. Levesque : 6
 état civil : 4
 États Généraux : 5
 fontaine : 6
 formulaire : 3
 fortification : 2
 garde-côtes : 2
Glénac (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
 GUYON DE BOISFEILLET, Mme (veuve Robien) : 5
 greffier de communauté de ville : 6
Hennebont (Morbihan, France) : 5
 héraut de ville : 6
 hôpital militaire : 2
 horloge : 6
 imposition : 6
 invalide militaire : 2
Inzinzac (Inzinzac-Lochrist, Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Josselin (Morbihan, France) : 5
 LA BOVE, Gaspard-Louis Caze (baron de ; intendant de Bretagne, 1774-1784) : 5
La Roche-Bernard (Morbihan, France) : 6
Le Sablest, rue de (Auray, Morbihan, France) : 5
 lettre patente : 4
 LEVESQUE DU ROSTU, M. : voir DU ROSTU, M. Levesque
Loguivy-lès-Lannion : 5
Loguivy-lès-Lannion, presbytère de (Lannion, Côtes-d'Armor, France ; paroisse) : 5
Lorient (Morbihan, France) : 2, 4
Lorient (Morbihan, France) -- Pont Saint-Christophe : 3
 milice : 2
 moulin : 5
 municipalité : 5-6
 octroi : 6
 office : 4
 ORMESSON, M. d' : 5
 papegaut : 6
 pavés : 5
Péaule (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Peillac (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Pénestin (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Ploumagoar, église de (Côtes-d'Armor, France) : 5
 pont : 5
Port-Louis (Morbihan, France) : 2
 puits : 6
 receveur de la capitation : 6
 régie des droits réunis : 3
 ROBIEN, Mme Guyon de Boisfeillet (veuve) : voir GUYON DE BOISFEILLET, Mme (veuve Robien)
Saint-Christophe, pont (Lorient, Morbihan, France) : 7-8
Saint-Goustan (Auray, Morbihan, France ; paroisse) : 5
Saint-Goustan, horloge (Auray, Morbihan, France) : 5
Saint-Marcel (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Saint-Martin (Saint-Martin-sur-Oust, Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Saint-Nicolas, pont (Josselin, Morbihan, France) : 5
Saint-Perreux (Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Saint-Vincent (Saint-Vincent-sur-Oust, Morbihan, France ; paroisse) : 3, 7-8
Scorff (Morbihan ; rivière) : 3, 7-8
 SEGUR, Philippe-Henri de (marquis de ; secrétaire d'État à la guerre, 1780-1787) : 2
 tambour de ville : 6
 urbanisme : 5-6
Vannes (Morbihan, France) : 4

Table de concordance

Nouvelles cotes	Anciennes cotes
1 C 1	1 C 1 ; C 58, 5004p
1 C 2	1 C 2 ; C 2, 5005p
1 C 3	1 C 3
1 C 4	1 C 4 ; C 5003
1 C 5	1 C 5 ; C 5004p
1 C 6	1 C 6
1 C 7	1 C 7 ; C 5007
1 C 8	1 C 8 ; 16 C 12

Table de concordance inverse

Anciennes cotes	Nouvelles cotes
1 C 1	1 C 1p
1 C 2	1 C 2p
1 C 3	1 C 3
1 C 4	1 C 4p
1 C 5	1 C 5p
1 C 6	1 C 6
1 C 7	1 C 7p
1 C 8	1 C 8
C 2	1 C 2p
C 58	1 C 1p
C 5003	1 C 4p
C 5004p	1 C 1p, 5p
C 5005p	1 C 2p
C 5007	1 C 7p